HAL
open science

De l'intérêt de la " micro-politique ". Pour en finir avec la sempiternelle coupure pouvoir/société

Jean-Louis Rocca

▶ To cite this version:

Jean-Louis Rocca. De l'intérêt de la " micro-politique ". Pour en finir avec la sempiternelle coupure pouvoir/société. Les Dossiers du CERI, 2010, pp.1-6. hal-01025420

HAL Id: hal-01025420

https://sciencespo.hal.science/hal-01025420v1

Submitted on 17 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SciencesPo. | CERI CNRS

DE L'INTERET DE LA « MICRO-POLITIQUE » POUR EN FINIR AVEC LA SEMPITERNELLE COUPURE POUVOIR/SOCIETE

Jean-Louis Rocca*

La localisation et la dimension du *politique* sont des grandes énigmes chinoises. Pour la plupart des observateurs, l'affaire est entendue. Aujourd'hui, il existe une opposition radicale entre le *pouvoir* et la *société,* l'un essayant d'empêcher l'autre d'imposer et de défendre ses intérêts. Autrement dit, comme dans les années 1990, on assisterait à l'utilisation de la distinction entre ceux qui sont à l'intérieur et ceux qui sont à l'extérieur du système (*tizhinei/tizhiwai*) et nous serions face à une société amorphe ou impuissante, rejouant, dans ses éventuelles luttes *politiques*, la scène de l'éternelle défaite.

De plus en plus d'événements ou de phénomènes semblent pourtant remettre en cause cette thèse simpliste. Pourquoi ces éternels défaits sont-ils de plus en plus nombreux à protester ? Pourquoi les migrants, les propriétaires d'appartements, les parents d'enfants tués par des produits frelatés ou des produits polluants autorisés par les autorités, les expropriés des villes et des campagnes -j'en passe et de nombreux- continueraient-ils à dépenser leur argent et leur énergie ainsi qu'à prendre des risques, s'ils n'avaient pas conscience de gagner quelque chose sur le *pouvoir* ?

Il faut aussi remarquer l'étonnante parenté entre les thèmes défendus par la contestation sociale et les objectifs du gouvernement central : plus de liberté de parole, de protection des consommateurs, d'honnêteté et d'efficacité chez les fonctionnaires, de respect de l'environnement et de droit en général. Bien souvent, les mouvements sociaux et les autorités pékinoises semblent sur la même ligne face à des

bureaucraties locales ou à des lobbies étatico-affairistes[1].

Enfin, il est bien difficile de classer dans le *pouvoir* ou dans la *société* l'action, de plus en plus déterminante, de certains citoyens. Où mettre en effet les artistes, les professeurs, les chercheurs, les intellectuels, les avocats, les journalistes ou les simples fonctionnaires qui prennent la défense d'un groupe de plaignants ou d'une couche sociale ? Tous ces gens sont dans le système (*tizhinei*), parfois membres du parti, souvent en liaison plus ou moins directe avec des dirigeants, et, en tout cas, faisant partie d'une hiérarchie qui exige d'eux un certain comportement. La plupart n'ont pas d'ennui majeur et continue leur carrière sans encombre malgré leur action. Ils ne sont donc pas des « francs-tireurs », mais des individus insérés dans des « réseaux critiques » aux contours difficiles à saisir mais dont l'existence ne fait aucun doute. Par exemple, la publication conjointe dans treize journaux, en pleine réunion de l'Assemblée nationale, d'un article demandant l'abolition du système de résidence n'est pas de l'ordre de la dissidence mais de la lutte d'influence[2]. Connaissant la place de la censure dans les médias chinois, on voit mal en effet comment une telle publication aurait pu échapper à sa sagacité. Il faut préciser que l'on peut être « abolitionniste » pour des raisons diverses voire opposées. Certains le sont pour unifier le marché du travail, faire baisser le coût de la main d'oeuvre et attirer plus de migrants, d'autres par volonté de justice sociale et d'intégration de la population migrante. De même, du côté des « anti-abolitionnistes » on trouve des soucieux du social, pour qui le changement doit être graduel, afin d'éviter un trop violent appel d'air dans des campagnes déjà déstabilisées par les migrations massives[3], comme des exploiteurs désireux de maintenir leur emprise sur une main-d'oeuvre semi-servile.

CHEVAUCHEMENTS SOCIO-POLITIQUES

Obligation nous est donc faite de rompre avec l'apparente opposition systémique entre le p*ouvoir* et la *société*. Certaines parties de la *société* semblent poursuivre les mêmes objectifs que le *pouvoir central*. Bien plus, suite à des scandales concernant la sécurité alimentaire et l'hygiène publique ou à l'émergence de véritables mouvements sociaux -touchant par exemple au statut des expropriés ou des propriétaires d'appartement- des lois, des règlements et des directives ont été adoptés visant à répondre aux problèmes et aux préoccupations de la population.

Les chevauchements entre *pouvoir* et *société*, les accointances qui se nouent à travers les différents champs sociaux, les soutiens plus ou moins discrets que la

1 Jean-Louis Rocca, *Une sociologie de la Chine*, Paris, La Découverte, 2010, chapitre V.
2 *South China Morning Post* (ci-après *SCMP*), 2 mars et 12 mars 2010.
3 Un exemple : un nombre très important d'enfants sont laissés à la garde des grands parents et ne voient père et mère, au mieux, qu'une fois par an.

« politique d'en haut » apporte à la « politique d'en bas » ne désamorcent pas les risques de répression. Au contraire, nous touchons bien ici à des questions de *pouvoir*. Des protestataires sont battus ou emprisonnés, des journalistes licenciés, des avocats harcelés. La complexité et la diversité des intérêts sociaux en jeu augmentent les risques. Les autorités centrales sont parfois réticentes à intervenir afin de limiter les risques de débordement généralisé. Dans d'autres situations, les intérêts locaux sont suffisamment puissants ou influents pour décourager tout soutien réel aux protestataires. Plus globalement, l'exigence de *stabilité sociale* est plus forte que tout et contribue à affaiblir la volonté réformatrice des autorités[4], tandis que, comme nous le verrons, le statut des protestataires induit la graduation de la répression.

Quoi qu'il en soit, la disqualification de la formule binaire *pouvoir* contre *société* conduit à saisir autrement le champ politique. Mais de quelle *politique* s'agit-il ?

Certes, si l'on utilise la terminologie arendtienne, on ne peut guère espérer trouver une sphère où se posent les questions du « vivre ensemble », mais seulement une sphère « domestique » où s'affrontent des intérêts et des imaginaires autour des modes et des formes de répartition de la richesse et de la domination[5]. En effet, n'est-ce pas le destin des sociétés modernes d'avoir évacué le domaine politique au profit du social, de l'accumulation des richesses, de la satisfaction des besoins, etc. Après tout, dans les sociétés dites modernes, la question des règles de vie en société ne se pose plus guère, puisque la démocratie de marché et l'Etat de droit rallient à peu près tous les suffrages et sont censés déterminer les mécanismes de répartition du pouvoir et des richesses. En Chine, il n'en va pas vraiment autrement. Chacun s'accorde à considérer que la représentation des intérêts comme mode de détermination des règles de droit est l'horizon politique indépassable. Les deux seules questions en lice sont d'une part, le rythme d'élaboration de cette démocratisation -tout de suite, dans longtemps, à travers quelles étapes (d'abord l'Etat de droit, les libertés fondamentales et ensuite peu à peu la démocratie représentative)- et, d'autre part, la forme idéale de la représentation (directe, indirecte, bipartisme, multipartisme, etc.).

ETUDIER LA MICRO-POLITIQUE

La cause est donc entendue : nous ne touchons pas aux questions de régime ou de « vivre ensemble ». Comment, dans le contexte chinois, définir ce domaine « domestique » et quelles méthodes adopter pour le saisir ? Il faut, me semble-t-il, relever ici quatre éléments majeurs.

4 Un exemple récent : les parents d'enfants victimes de l'empoisonnement par la mélanine contenue dans certaines marques de lait ont été harcelés voire emprisonnés et n'ont pu aller au bout de leurs démarches légales et du scandale (*SCMP*, 31 mars 2010).

5 Hannah Arendt, *The Human Condition*, Chicago, University Press, 1958.

La complexification du champ politique

Force est de constater que nous savons peu de choses de la réalité des luttes de pouvoir, et que nous sommes comme les habitants de la grotte de Platon, ne voyant que les ombres et les vagues échos des conflits. Or, ces luttes participent intimement à la structuration des questions politiques et sociales tandis que le chevauchement des intérêts et des positions rend la réalité inextricable à saisir. Ainsi, dans l'affaire des vaccins frelatés du Shanxi, les parents des victimes ont été menacés de représailles par des gens du bureau de la santé de la province dont dépend le centre de prévention et de contrôle des maladies dirigé par les principaux suspects. Le même bureau soutient que des contrôles effectués sur les vaccins incriminés n'ont rien donné. Pourtant, un des employés du centre, un officier à la retraite, à l'origine de la révélation du scandale, continue à soutenir les protestataires, tandis qu'un journaliste multiplie les articles de dénonciation dans un quotidien dépendant du Conseil des affaires d'Etat (le gouvernement central). Pour finir -temporairement- les autorités pékinoises ont envoyé huit experts pour effectuer des analyses[6].

En parallèle, la récente affaire de Chongqing démontre à quel point le pouvoir est devenu affaire d' « opinion publique », de « médias » et d' « images ». Bo Xilai, fils d'un dirigeant historique et successeur potentiel de l'équipe actuelle, semblait, malgré son brillant parcours, avoir perdu la course. Il a alors tenté une manoeuvre audacieuse. Gouverneur de la ville-province de Chongqing, il a lancé une vaste opération « mains propres » dans l'administration locale[7]. Le sujet est sensible. S'il n'est pas lui-même à l'origine des mouvements de protestation, il est systématiquement présent aux divers réunions pour expliquer les mauvaises pratiques bureaucratiques et décrédibiliser les responsables locaux. Pourtant, en Chine comme ailleurs, cette avancée du rôle de l'opinion publique dans les luttes d'influence n'est pas toujours un signe de participation du plus grand nombre aux décisions politiques. Bo Xilai n'a rien d'un démocrate, il vient de lancer une campagne « à la maoïste », visant à envoyer les fonctionnaires dans les campagnes pour qu'ils connaissent la dure réalité de la vie du peuple. Le mouvement vise en particulier les « cadres des trois portes » (*sanmen ganbu*), ceux qui sont passés par la porte d'une famille privilégiée pour entrer ensuite par la porte d'une école d'élite et enfin par la porte de l'administration sans connaître la réalité commune. De même, si le rôle accru des medias dans la vie politique est un signe de « démocratisation » , il permet aussi le recours à la manipulation et au « populisme ».

6 *SCMP*, 22 et 23 mars 2010.
7 Plus de 3300 personnes on été arrêtées.

Enfin, on assiste à une sophistication de la manipulation du contexte politique. Ainsi, le discours sur la ringardise de la censure et sur la nécessité de contrôler l'opinion par des méthodes plus modernes[8] est commun aux bureaucrates éclairés et aux cercles artistiques et intellectuels. Ces derniers, sont eux aussi à la fois hors et dans le système, puisque la plupart des intellectuels et artistes opérant sur internet sont issus de milieux possédant un fort capital social. Sans cela, ils ne pourraient pas organiser une manifestation spontanée sur l'avenue Chang'an à quelques encablures de la place Tian'anmen[9].

La justice sociale et le droit comme construction politique

Les articles publiés dans ce dossier révèlent tous la nature politique de la construction des catégories de la *justice sociale* ou du *droit*. Autrement dit, la détermination des lois et des politiques publiques comme des principes de justice sociale n'est pas première, elle procède de la stratification sociale et des luttes de classification. C'est ce que montre, notamment avec éclat, le texte de Cheng Yingfang à propos du problème du logement : on se préoccupe surtout du sort des plus faibles parmi les plus forts. Mais les autres contributions ont la même tonalité, que ce soit à propos des expropriations, d'internet ou des propriétaires, ce sont les classes moyennes ou les élites intellectuelles que l'on entend et que l'on écoute le plus. Jamais un groupe d'ouvriers ou de migrants n'auraient pu manifester en plein centre de Pékin comme ont pu le faire des artistes. Certes, on se préoccupe aussi des classes populaires, mais toujours à l'aune des principes de justice sociale que défendent, ce que l'on pourrait appeler, les « classes respectables ». Si l'on avait proposé ici des articles sur la lutte des migrants ou des paysans, on aurait abouti au même constat : la voix de ceux qui essaient de rendre audibles ces protestations ou qui contribuent à leur organisation couvre largement celle des protestataires.

Construire et non pas détruire

La contestation sociale n'a rien de révolutionnaire, bien au contraire. Elle réclame des règles, des procédures, des droits. Comme l'écrit Aurore Merle, elle veut construire et non détruire. Elle ne s'oppose donc pas au *pouvoir* dont elle partage les objectifs, mais elle apparaît, au contraire, comme un aiguillon dans le processus de construction d'une société moderne, face à un *pouvoir* partagé sur les moyens à mettre en place

8 Voir l'article de Séverine Arsène.

9 Organisée pour protester contre des expulsions violentes d'artistes dans un *village d'artistes* par une centaine de *voyous* payés par un promoteur immobilier. La manifestation a conduit à l'arrestation de 18 de ces *voyous*. Les protestataires n'ont apparemment pas été inquiétés (*SCMP*, 26 février 2010).

pour accompagner ce processus. La question centrale n'est donc en aucun cas celle du changement de régime ou du renversement de système politique, mais celle de sa réforme, de sa « modernisation ».

De l'intérêt de la micro-politique

On se souvient que l'intérêt de la *micro-storia* réside dans le fait d'étudier au niveau le plus basique des phénomènes qui ont des résonances globales[10]. C'est sans doute ce qu'il s'agit de faire à propos des mouvements de protestation qui apparaissent en Chine. La micro-politique chinoise concerne des sujets triviaux, mais qui touchent en réalité à des éléments déterminants des structures de la société. Ils ne remettent pas en cause le régime, mais contribuent à déterminer la stratification sociale, les formes de domination et la reproduction des statuts des individus. Dans le cadre limité de ce dossier, on perçoit bien que le logement est devenu un sujet majeur qui, dans les zones urbaines, oriente le comportement politique des individus et des groupes. C'est sans doute là où se situe la politique en Chine, c'est aussi là où doit opérer l'observateur de la réalité chinoise.

***Jean-Louis Rocca est chargé de recherches au CERI-FNSP,**
directeur des Ateliers franco-chinois de Pékin,
auteur de *Une sociologie de la Chine* (2010- La Découverte)
et *La condition chinoise* (2006-Karthala).

10 Giovanni Levi, *L'eredità immateriale. Carriere di un esorcista nei Piemonte delseicento*, Torino, Einaudi, 1985.